

L. Trotsky

Œuvres
Décembre 1929

Notes de P. Broué

Table des matières

Qu'est-ce que la radicalisation des masses ?	3
Crise de conjoncture et crise révolutionnaire du capitalisme.....	7
Quels sont les indices de la radicalisation des masses ?	11

Qu'est-ce que la radicalisation des masses ?

18 décembre 1929

Article paru dans *la Vérité* du 24 janvier 1930. Il constituait le premier chapitre d'une étude parue intégralement dans le *Bulletin de l'opposition*, n° 8, de janvier 1930, publiée ultérieurement en brochure par la Librairie du Travail sous le titre : *La Troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste*.

La « radicalisation » des masses est devenue aujourd'hui dans l'Internationale communiste un simple credo. Les véritables communistes - nous apprend *l'Humanité* - doivent reconnaître le rôle dirigeant du parti et la radicalisation des masses. Cette façon de poser la question est un non-sens. Le rôle dirigeant du parti est pour tout communiste un principe inébranlable. Celui qui ne se laisse pas guider par ce principe peut être anarchiste ou confusionniste, mais il n'est pas communiste, c'est-à-dire un révolutionnaire prolétarien. Quant à la « radicalisation », elle n'est pas un principe, mais seulement une caractéristique de l'état des masses. Est-elle juste ou fautive dans la présente période ? C'est une question de fait. Pour pouvoir apprécier sérieusement l'état des masses, il faut des critères justes. Qu'est-ce que la radicalisation ? Par quoi s'exprime-t-elle ? Qu'est-ce qui la caractérise ? Ces questions, la lamentable direction du parti communiste français ne les pose même pas. C'est tout au plus si un article officieux ou un discours mentionne l'accroissement des grèves. Mais là encore on ne donne que de simples chiffres sans analyse sérieuse, voire sans même une comparaison avec les années passées.

Cette façon de traiter la question découle non seulement des malfaisantes résolutions de la 10^e session de l'Exécutif, mais au fond du programme même de l'Internationale communiste. Il y est question de la radicalisation comme d'un procès *incessant*. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui la masse est plus révolutionnaire qu'hier et sera demain plus révolutionnaire qu'aujourd'hui. Cette façon mécanique de présenter les choses ne répond pas au processus réel du développement du prolétariat et de la société capitaliste dans son ensemble. En revanche, elle correspond on ne peut mieux à la mentalité des Cachin, des Monmousseau et autres opportunistes apeurés.

La social-démocratie, surtout avant la guerre, se représentait l'avenir sous la forme d'un accroissement incessant des suffrages jusqu'au moment de la prise totale du pouvoir. Pour le vulgaire ou le pseudo-révolutionnaire, cette perspective reste, au fond, en vigueur. Seulement au lieu d'*accroissement incessant des suffrages*, il parle de la *radicalisation incessante des masses*. Le programme boukharino-stalinien de l'Internationale communiste a également sanctionné cette conception mécanique. Il va de soi que vu sous l'angle de *toute notre époque prise dans son ensemble*, le développement du prolétariat s'opère dans le sens de la révolution. Mais ce n'est nullement un processus horizontal, tout comme d'ailleurs le processus objectif d'aggravation des antagonismes capitalistes. Les réformistes ne voient que les montées de la route capitaliste. Les « révolutionnaires » formels ne voient que les descentes. Quant au marxiste, il voit la ligne dans son ensemble, dans toutes ses courbes de conjonctures montantes et descendantes, sans pour cela perdre un seul instant de vue la direction fondamentale qui aboutit aux catastrophes guerrières et aux explosions révolutionnaires.

Les sentiments politiques du prolétariat ne se modifient nullement d'une façon automatique dans une seule et même direction. Les mouvements ascendants de la lutte de classes sont remplacés par des mouvements déclinants, les flux par les reflux, selon la combinaison éminemment complexe des conditions matérielles et idéologiques intérieures et extérieures. Si elle n'est pas utilisée au moment voulu, ou si elle l'est fausement, l'activité des masses a l'effet inverse et s'achève par une période de déclin dont la masse se relève ensuite avec plus ou moins de rapidité ou de lenteur, encore une fois sous l'effet de nouvelles poussées objectives. Notre époque se caractérise par des changements particulièrement brutaux, par des tournants extrêmement brusques de la situation et, dès lors, elle impose à la direction des devoirs exceptionnels sous le rapport d'une orientation juste.

L'activité des masses, en admettant même qu'elle soit organisée de façon entièrement juste, peut, selon les conditions, revêtir des expressions très différentes. Dans certaines périodes, la masse peut être totalement absorbée par la lutte économique et manifester très peu d'intérêt pour les questions politiques. En revanche, après avoir subi plusieurs revers importants sur le champ de la lutte économique, la masse peut brusquement reporter son attention dans le domaine politique. Mais, là encore - selon certains ensembles de conditions et selon l'expérience avec laquelle la masse s'est engagée dans ces conditions -, son activité politique peut s'orienter soit dans la voie purement parlementaire, soit dans la voie de la lutte extra-parlementaire.

Nous ne prendrions que quelques exemples qui caractérisent les contradictions du développement révolutionnaire du prolétariat. Celui qui sait observer les faits et en pénétrer le sens, celui-là comprendra sans peine que les variantes que nous avons signalées ne sont pas des combinaisons théoriques, mais sont l'expression de l'expérience internationale vivante de ces dernières années.

De ce qui précède il résulte en tout cas clairement que lorsqu'on parle de radicalisation, on doit exiger une définition concrète de cette idée. Cette exigence, l'opposition marxiste doit, bien entendu, se la poser à elle-même. La négation pure et simple de la radicalisation - comme le font Monatte, Chambelland et d'autres - est aussi insuffisante que l'affirmation pure et simple. Il faut savoir apprécier ce qui *est* et ce qui *sera*.

La courbe des grèves en France.

Les chefs officiels parlent de la radicalisation de la classe ouvrière française en la reliant presque exclusivement au mouvement des grèves. Le développement de ce mouvement est un fait indiscutable, fondé sur les statistiques. Nous en ferons nous aussi notre point de départ.

La statistique officielle des grèves est en France bien en retard. Le dernier rapport du ministère du travail concernant les grèves donne les chiffres de 1925. Je n'ai à ma disposition aucun chiffre pour 1926. Pour les trois années suivantes, il y a les chiffres

fournis par la presse communiste. Il est certain que les éléments pris aux deux sources sus-indiquées n'ont pas de mesure commune. Il n'est guère probable que le ministère enregistre avec l'exactitude voulue la totalité des grèves. D'un autre côté, les « révolutionnaires » superficiels de *l'Humanité* ont une tendance manifeste à donner des chiffres exagérés. Mais, malgré cela, la tendance générale du mouvement se dessine néanmoins de façon assez nette.

Le mouvement des grèves en France a atteint son point culminant dans les deux premières années qui ont suivi la guerre. En 1919, il y eut 2 100 grèves, auxquelles prirent part 1 200 000 grévistes. En 1920, il y en eut 1 900, qui englobèrent presque 1 500 000 grévistes. Pour le nombre de grévistes, ce fut l'année culminante. Dès 1921 - excepté une courte période dont il est question ci-dessous -, on constate une décroissance régulière, qui atteint son niveau le plus bas en 1926-27. Voici des chiffres globaux - en 1921, 450 000 grévistes, c'est-à-dire trois fois moins que l'année précédente. En 1922, 300 000 grévistes. Ce n'est qu'en 1923 que la courbe, non seulement ne s'abaisse pas, mais remonte même légèrement et indique 365 000 grévistes. Cette augmentation épisodique fut certainement déterminée par les événements liés à l'occupation de la Ruhr et par le mouvement révolutionnaire d'Allemagne. En 1924, le nombre des grévistes tombe à 275 000. En 1925, à 250 000. Pour 1926, comme nous l'avons dit, les chiffres font défaut. Pour 1927, nous n'avons que le total des grèves : en tout 230, alors que dans les années de 1919 à 1925 le nombre des grèves oscilla entre 570 et 2 100. Bien que le nombre de grèves soit encore un indice grossier, il n'en laisse pas moins aucun doute sur le fait que la courbe des grèves a, d'une façon générale, continué à fléchir de 1921 à 1927 inclusivement. Dans le dernier trimestre de 1927, on compte 93 grèves englobant 70 000 grévistes. Si l'on admet que les grèves se sont réparties également au cours de l'année entière (hypothèse nettement arbitraire), nous obtenons pour 1927 environ 280 000 grévistes, chiffre plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité.

Pour 1928, la presse communiste mentionne environ 800 grèves, dont 600 rien que dans le deuxième semestre de l'année, auxquelles prirent part 369 000 grévistes. Pour l'ensemble de 1928, on peut, par conséquent, accepter comme total général de grévistes le chiffre supposé de 400 à 450 000. Pour 1929, la même presse donne 1 200 grèves avec, à peu près, le même nombre de grévistes qu'en 1928.

Comparativement à l'année précédente, il n'y a pas, par conséquent, augmentation. Le nombre de grévistes en 1928, de même qu'en 1929, est approximativement deux fois plus élevé qu'en 1925. Il est à peu près égal à celui de 1921. Il est de trois fois et demie inférieur à celui de 1920.

Tous ces chiffres, on l'a déjà dit, ne prétendent pas à une exactitude absolue, mais ils sont suffisants pour déterminer la dynamique du mouvement. Après le point culminant des grèves de 1919-1920, la ligne va en déclinant jusqu'en 1923. En 1928 et 1929, nous constatons une montée certaine et en même temps sensible du mouvement des grèves, liée, comme il est facile de le comprendre (plus loin, cela sera démontré) à l'essor industriel qui accompagne la stabilisation du franc.

On peut dire en toute certitude que la période de 1919-1927 forme en quelque sorte dans la vie du prolétariat français un cycle à part renfermant aussi bien un essor impétueux du mouvement ouvrier aussitôt après la guerre que des défaites et la décroissance de celui-ci, décroissance particulièrement vive après l'effondrement de 1923 en Allemagne. Dans sa forme la plus générale, ce cycle est caractéristique non seulement pour la France, mais pour l'Europe entière ; et, dans une large mesure, pour le monde entier. Ce qui est caractéristique pour la France comme telle, c'est l'amplitude relativement modérée des oscillations entre les niveaux les plus hauts et les niveaux les plus bas du cycle : La France victorieuse n'a pas passé par une crise vraiment révolutionnaire¹. Dans le rythme du mouvement de grève français, les événements gigantesques qui se sont déroulés en Russie, en Allemagne, en Angleterre et dans les autres pays n'ont eu qu'une répercussion atténuée.

Ces mêmes tendances du mouvement de grèves des ouvriers français sont encore caractérisées par d'autres chiffres. Le nombre des grévistes et le nombre de journées de grève qui reviennent en moyenne à chaque grève a vivement fléchi à partir de 1922. En 1921, chaque grève représentait en moyenne près de 800 ouvriers et plus de 14 000 journées. En 1925, la moyenne était déjà de moins de 300 ouvriers et d'un peu plus de 2 000 journées. On peut supposer qu'en 1926-1927, ces moyennes en tout cas n'ont pas augmenté. En 1929, chaque grève représentait 400 ouvriers environ.

Relevons encore un important indice dont nous aurons besoin par la suite. Dans les années d'après-guerre, la première place parmi les grévistes appartenait surtout aux mineurs, aux métallurgistes, aux ouvriers de transports. En ces deux dernières années, la première place revient aux ouvriers du textile et en général à ce que l'on appelle l'industrie légère.

Que disent les chiffres de la statistique des grèves ?

Ces chiffres confirment-ils la thèse de la radicalisation des masses ou l'infirmement-ils ? Tout d'abord, répondrons-nous, ils la sortent du domaine de l'abstraction où Monmousseau dit « Oui », tandis que Chambelland dit « Non », sans définir ce qu'il faut entendre par radicalisation. Les chiffres cités plus haut concernant la lutte gréviste sont un témoignage indiscutable de certaines évolutions qui s'opèrent dans la classe ouvrière. En même temps, ils donnent une très précieuse estimation de la quantité et de la qualité de ces mouvements. Ils indiquent la dynamique générale du processus et permettent, dans une certaine mesure, de prévoir ce que sera demain, ou, plus exactement, les variantes de demain.

Tout d'abord établissons que les chiffres pour 1928-1929, en regard de la période précédente, caractérisent en quelque sorte le début d'un *cycle nouveau* dans la vie du prolétariat français. Ils autorisent à supposer que dans les masses se sont opérés et s'opèrent de profonds processus moléculaires dont le résultat est que l'inertie du léchissement - ce qui, pour le moment, ne s'applique qu'à la lutte économique - commence à être vaincue.

Cependant, les mêmes chiffres montrent que le développement du mouvement de grèves est encore très modeste et ne donne nullement l'impression d'un débordement impétueux qui permettrait de conclure à une période révolutionnaire, voire pré-révolutionnaire. Notamment, la différence entre les années 1928 et 1929 n'est pas sensible. Au premier plan du mouvement de grèves figurent pour le moment, ainsi qu'il est mentionné ci-dessus, les entreprises de l'industrie légère. Chambelland tire de ce fait un argument-massue contre la radicalisation en général. Autre chose, dit-il, serait si les grèves englobaient les grandes entreprises

¹ Trotsky apporte ici un correctif important aux analyses qui avaient été les siennes quant au caractère de la situation en France en 1919 et 1920. Il écrira plus tard que c'est, en fait, le mouvement gréviste de juin 1936 qui constitue la suite, pour la France, du mouvement révolutionnaire entamé avec la révolution russe.

d'une industrie-clé, métallurgie ou produits chimiques. En d'autres termes, il se représente la radicalisation tombant du ciel toute faite. En réalité, les chiffres attestent non seulement que la lutte du prolétariat est entrée dans un nouveau cycle, mais aussi que ce cycle ne fait que passer aujourd'hui par ses premières étapes. Après les défaites et le dépérissement du mouvement, une recrudescence en l'absence de tout grand événement, ne pouvait en réalité se manifester autrement que dans la périphérie industrielle, c'est-à-dire l'industrie légère, les branches secondaires, les entreprises de moindre importance. Le déplacement du mouvement de grèves dans la métallurgie, dans la construction mécanique et dans les transports signifierait le passage de celui-ci à un stade plus élevé et indiquerait déjà non les symptômes d'une évolution qui commence, mais un changement radical dans l'état d'esprit de la classe ouvrière. On n'en est pas encore là. Mais il serait absurde de fermer les yeux sur le premier stade du mouvement simplement parce que le deuxième, le troisième ou le quatrième ne s'est pas encore produit. La grossesse, même au bout du deuxième mois, n'en est pas moins la grossesse. A vouloir la forcer, on aboutit à un avortement. Mais on peut arriver au même résultat en voulant l'ignorer. Il y a lieu d'ajouter, cependant au sujet de cette analogie, que dans le domaine social les délais sont loin d'être aussi précis que dans le domaine biologique.

Les faits et les phrases.

Quand on examine la question de la radicalisation des masses, on ne doit pas un seul instant oublier que le prolétariat n'atteint au monolithisme que dans les périodes les plus élevées d'essor révolutionnaire ; dans les conditions ordinaires de la société capitaliste, le prolétariat est loin d'être homogène, l'hétérogénéité de ses couches sociales apparaissant de la façon la plus nette précisément aux tournants du chemin. Les couches les plus exploitées, les moins qualifiées ou les plus politiquement retardataires du prolétariat sont fréquemment les premières à engager la lutte, et souvent les premières à l'abandonner au moment des revers. Dans une nouvelle étape, il est plus facile d'entraîner dans le mouvement les groupes d'ouvriers qui, dans l'étape précédente, n'ont pas subi de défaites, sans doute, en général, parce qu'ils n'ont pas encore pris part à de grandes batailles. Sous une forme ou sous une autre, ces phénomènes doivent également s'observer en France.

L'indécision des ouvriers organisés que signale la presse communiste officielle elle-même témoigne dans le même sens. Les organisés ont effectivement les centres de rétention trop fortement développés. Se sentant une partie infime du prolétariat, les organisés ont fréquemment tendance à jouer un rôle conservateur. Cela n'est évidemment pas un argument contre l'organisation, mais un argument contre sa faiblesse, et un argument contre les chefs syndicaux du type Monmousseau qui ne comprennent pas la nature de l'organisation syndicale et ne sont pas capables de lui assurer la place qui lui revient dans la classe ouvrière. Mais, de toute façon, dans la période actuelle, le rôle d'avant-garde que jouent les inorganisés dans le mouvement de grèves atteste qu'il ne s'agit pas, pour l'instant, d'une lutte révolutionnaire, mais d'une lutte corporative-économique et, par surcroît, de ses manifestations primitives.

Dans le même sens témoigne le rôle important que jouent, dans les mouvements de grève, les ouvriers étrangers, lesquels - constatons-le, en passant - ont devant eux en France un rôle analogue dans une certaine mesure, celui des nègres aux Etats-Unis². Mais il s'agit là de l'avenir. A l'heure actuelle, le rôle que jouent dans les grèves les étrangers, qui souvent ne connaissent pas le français, est une preuve de plus qu'il s'agit non d'une lutte politique mais d'une lutte corporative dont l'impulsion a été donnée par le changement de conjoncture économique.

Même en ce qui concerne le front purement économique, on ne peut pas parler comme le font Monmousseau et Cie du caractère *offensif* de la lutte. Ils fondent cette formule sur le fait qu'un important pourcentage de grèves ont lieu au nom de *l'augmentation* des salaires. Ces chefs profonds oublient que cette forme de revendication est imposée aux ouvriers, d'une part par la hausse des prix des produits vitaux, d'autre part par le renforcement de l'exploitation physiologique de l'ouvrier consécutif aux nouvelles méthodes industrielles (rationalisation). L'ouvrier est obligé de revendiquer une *augmentation* du salaire nominal afin de *défendre* son niveau de vie d'hier. Ces grèves ne peuvent avoir un caractère *offensif* que du point de vue de la comptabilité capitaliste. Du point de vue de la politique syndicale, elles revêtent un caractère strictement défensif. C'est précisément cet aspect de la question que devrait comprendre nettement, et mettre à tout moment en évidence, tout syndicaliste sérieux. Mais Monmousseau et Cie se croient en droit d'être des syndicalistes bons à rien sous prétexte qu'ils ont, qu'on pardonne l'expression, des *chefs révolutionnaires*. En s'égosillant à crier au caractère offensif, politique et révolutionnaire des grèves économiques purement défensives, ils ne changent pas, bien entendu, la nature de ces grèves et ne rehaussent pas leur importance d'un millimètre, mais ils arment en revanche on ne peut mieux les patrons et les pouvoirs publics pour la résistance aux ouvriers.

Les choses ne sont nullement améliorées quand nos «chefs » viennent affirmer que les grèves prennent un caractère « politique » en raison... du rôle actif qu'y joue la police. Le bel argument ! Les matraquages de grévistes par la police sont qualifiés d'offensive révolutionnaire des ouvriers ! L'histoire de France connaît plus d'une fusillade d'ouvriers lors de grèves purement économiques. Aux Etats-Unis, la répression sanglante des grèves est une règle. Est-ce que les ouvriers des Etats-Unis, mènent une lutte des plus révolutionnaires ? Seuls les braillards qui font inconsciemment le jeu des patrons et de leur police peuvent l'identifier avec l'offensive politico-révolutionnaire des masses ouvrières.

Lorsque le conseil général des trade-unions britanniques présenta la grève révolutionnaire de 1926 comme une manifestation pacifique, il savait ce qu'il faisait, c'était là une trahison foncièrement préméditée. Lorsque Monmousseau et Cie présentent des grèves économiques éparées comme une offensive révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, personne ne les accusera de trahison consciente : il est peu probable que, d'une façon générale, ces gens -là soient capables d'agir avec préméditation. Mais les ouvriers ne s'en trouvent pas mieux.

Nous verrons dans un second article comment nos héros terriblement révolutionnaires rendent encore d'autres services aux patrons, en ignorant l'essor commercial et industriel, en diminuant sa portée, c'est-à-dire en rabaisant les profits capitalistes, et en sapant ainsi le terrain sous la lutte économique des ouvriers.

Tout cela, bien entendu, pour la gloire de la « troisième période »

² La France est à cette époque, et depuis la fin de la première guerre mondiale, pays d'immigration. On dénombrait 3 millions d'« étrangers » en 1931, et le gouvernement du Bloc national prit à leur encontre des mesures discriminatoires.

Un complément indispensable.

L'Humanité du 7 janvier publie, en se fondant sur des données officielles plus récentes que celles que nous avons à notre disposition, la statistique des grèves en France de 1919 à 1928 inclus.

Nous reproduisons intégralement ce tableau :

Années	Nombre de grèves	Nombre de grévistes
1919	2111	1 211 242
1920	1911	1 462 228
1921	570	451 854
1922	694	300 588
1923	1114	365 868
1924	1083	374 865
1925	931	249 198
1926	1060	349 309
1927	443	120 551
1928	943	222 606

Ce tableau apporte quelques changements à notre étude des grèves des trois dernières années. Mais il n'est pas difficile de montrer que ces changements n'atténuent pas, qu'ils renforcent plutôt nos conclusions.

C'est l'année 1927 qui représente le point le plus bas dans le mouvement de grèves en France pour toute la décennie. En 1928, une certaine hausse se manifeste. D'après les données de la presse communiste, nous avons estimé approximativement le chiffre des grévistes en 1928 à 400 à 450 000 hommes. Pour l'année 1929, *l'Humanité* donne le chiffre d'un demi-million de grévistes, chiffre qui n'est pas justifié même par ses propres données, et tire de là une conclusion de la croissance rapide des grèves en 1929 par rapport à l'année précédente. Cela n'empêche pas *l'Humanité* de déclarer que le chiffre officiel pour l'année 1928 est au-dessous de la réalité. Ainsi, du même chiffre on tire des conclusions dans deux sens diamétralement opposés.

Cependant, si l'on prend les chiffres de *l'Humanité* elle-même pour les deux dernières années, on trouve non une hausse, mais plutôt une certaine décroissance du mouvement gréviste en 1929. Ce résultat inattendu s'explique de toute évidence par ce simple fait que les exagérations de *l'Humanité* pour 1928 étaient plus « généreuses » que pour 1929.

Nous ne possédons pas les chiffres, même globaux, du gouvernement pour 1929 : la conclusion que le nombre des grévistes de l'année écoulée a doublé par rapport à l'année précédente est fondée sur la comparaison inadmissible entre le chiffre surestimé de *l'Humanité* et le chiffre sous-estimé du gouvernement.

Du tableau officiel que nous donnons plus haut, il ressort clairement que 1928, qui a été proclamée comme la première année de l'essor révolutionnaire, a connu un nombre de grévistes qui, 1927 prise à part, est le plus bas de toute la décennie. Or, le diagnostic de la « troisième période » qui avait placé la France dans la prétendue « avant-garde de l'essor, révolutionnaire » s'appuyait surtout, sinon exclusivement, sur les faits du mouvement gréviste.

La conclusion reste toujours la même : avec des armes pareilles et avec des procédés de ce genre, on ne marche que vers des défaites !

Crise de conjoncture et crise révolutionnaire du capitalisme

22 décembre 1929

Cet article, paru dans *la Vérité* du 31 janvier 1930, constitue le deuxième article de la brochure : *La Troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste*.

Au 5^e congrès de la C. G. T. unitaire³, A. Vassart prononça contre Chambelland un grand discours qui fut ensuite édité en brochure avec une préface de Jean Brécot. Dans son discours-brochure, Vassart essaie de défendre la perspective révolutionnaire contre la perspective réformiste. Dans ce sens, notre sympathie lui est tout entière acquise. Mais, hélas ! il défend la perspective révolutionnaire avec des arguments qui ne peuvent profiter qu'aux réformistes.

Son discours renferme une série d'erreurs mortelles, théoriques et pratiques. On peut rétorquer que les argumentations faibles ne manquent pas et que Vassart peut encore beaucoup apprendre. Je serais moi-même heureux de le croire. Mais les choses se compliquent du fait que le discours est édité en brochure de propagande, avec le renfort d'une préface de Jean Brécot, lequel est au moins le cousin de Monmousseau⁴, et que cela donne à cette brochure l'allure d'un programme. Le fait que non seulement l'auteur, mais aussi le rédacteur, en préparant un discours destiné à être imprimé, n'ont pas remarqué les criantes erreurs qu'il renferme, témoigne de l'état navrant du niveau théorique des dirigeants actuels du communisme français. Jean Brécot ne se lasse pas de tonner contre l'opposition marxiste. Néanmoins, comme nous le montrerons tout à l'heure, il devrait, de toute nécessité, commencer par apprendre son alphabet. La direction du mouvement ouvrier, Marx l'a dit un jour à Weitling, ne s'accommode pas de l'ignorance.

Chambelland a exprimé au congrès l'idée, qui ne repose décidément sur rien, hormis sur les tendances réformistes de l'orateur, que la stabilisation du capitalisme se maintiendrait encore de trente à quarante ans. Autrement dit, même la nouvelle génération du prolétariat, qui n'en est encore qu'à ses premiers pas, ne peut compter sur la conquête révolutionnaire du pouvoir. Chambelland n'a fait valoir aucune raison sérieuse en faveur de ces délais fantastiques. Or, l'expérience historique de ces vingt dernières années et l'analyse théorique de la situation actuelle se retournent entièrement contre les perspectives de Chambelland.

Mais voyons comment Vassart le réfute. Ce dernier démontre, tout d'abord, que même avant la guerre le système économique ne pouvait exister sans secousses : « Depuis 1850 jusqu'à 1910, il y a eu environ tous les quatorze ans une crise engendrée par le système capitaliste... » (p. 14.) Et plus loin : « Si, avant la guerre, il y avait des crises tous les quatorze ans, y a une contradiction entre ce fait et l'affirmation de Chambelland qui ne voit pas de crise sérieuse avant quarante ans. »

Il n'est pas difficile de comprendre que, par cette argumentation, Vassart, qui confond les crises de conjoncture avec la crise révolutionnaire de l'ensemble du capitalisme, ne fait que renforcer la position fautive de Chambelland.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est que le cycle de conjoncture soit fixé à quatorze ans. Où Vassart a-t-il pris ce chiffre ? Nous l'entendons pour la première fois. Et comment se fait-il que Jean Brécot, qui nous donne des leçons avec tant d'autorité (pour ainsi dire avec autant d'autorité que Monmousseau lui-même) n'ait pas remarqué cette erreur grossière, surtout dans cette question qui est d'une importance immédiate et vitale pour le mouvement syndical ?

Avant la guerre, chaque syndicaliste savait que les crises, ou tout au moins les dépressions économiques, se répétaient tous les sept à huit ans. Si l'on prend une période portant sur un siècle et demi, on constate que, d'une crise à l'autre, il ne s'est jamais écoulé plus de onze années. Quant à la durée moyenne du cycle, elle est environ de huit années et demie. D'autre part, comme la période d'avant-guerre l'a déjà montré, le rythme de conjoncture a tendance, non pas à se ralentir, mais à s'accélérer, ce qui est en connexion avec le renouvellement plus fréquent de l'outillage technique. Dans les années d'après-guerre, les variations de conjoncture eurent un caractère irrégulier qui s'est, cependant, traduit par ceci que les crises se sont répétées plus souvent qu'avant la guerre. Comment des syndicalistes français de premier plan peuvent-ils ignorer ces faits élémentaires ? Comment peut-on, en particulier, diriger un mouvement de grève sans avoir devant les yeux le tableau réel de l'alternance des conjonctures économiques ? Cette question, tout communiste sérieux peut et doit la poser aux dirigeants de la C.G.T. unitaire et, en premier lieu, à Monmousseau, carrément.

Voilà pour le côté pratique... La situation n'est pas meilleure si on la considère du point de vue de la méthodologie. En réalité, que démontre Vassart ? Que le développement capitaliste est, d'une manière générale, inconcevable sans contradictions de conjoncture : celles-ci existaient avant la guerre, elles continueront d'exister à l'avenir. Voilà un lieu commun qu'il ne viendra probablement pas à l'idée de Chambelland lui-même de contester. Mais nulle perspective révolutionnaire ne découle encore de là. Ce serait plutôt le contraire : si, au cours des cent cinquante dernières années, le monde capitaliste a passé par dix-huit crises, il n'y a pas de raison de conclure que le capitalisme doit tomber à la dix-neuvième ou à la vingtième. En réalité, les cycles de conjoncture jouent, dans la vie du capitalisme, le même rôle que les cycles de circulation du sang dans la vie de l'organisme. Du caractère périodique des crises découle aussi peu l'inéluctabilité de la révolution que du caractère rythmique du pouls découle l'inéluctabilité de la mort.

³ Le 5^e congrès de la C.G.T.U. se tint à Paris en septembre 1929. 148 syndicats, disposant de 214 voix, votèrent contre le rapport d'activité, 1116 syndicats disposant de 1758 voix votèrent pour. Contre Vassart, secrétaire de la C.G.T.U., Maurice Chambelland fut le porte-parole d'une minorité que Trotsky qualifia de « néo-réformiste » et qui exprimait la réaction de nombreux militants - membres du parti communiste compris - contre l'aventurisme de la troisième période.

⁴ Personne n'ignorait, dans le mouvement communiste, que « Jean Brécot » était l'un des pseudonymes de Gaston Monmousseau.

Au 3^e congrès de l'Internationale communiste (1921), les ultra-gauches d'alors (Boukharine, Zinoviev, Radek, Thaelmann, Thalheimer, Pepper, Bela-Kun et autres) considéraient que le capitalisme ne connaîtrait plus d'essor industriel, car il était entré dans sa dernière (la « troisième » ?) période, laquelle devait se dérouler sur le fond d'une crise permanente jusqu'à la révolution. Autour de cette question s'engagea, au 3^e congrès, une sérieuse lutte idéologique. Mon rapport fut en grande partie consacré à démontrer l'idée que même pour l'époque de l'impérialisme, les lois qui déterminent l'alternance des cycles industriels restent en vigueur et que les oscillations de conjoncture seront inhérentes au capitalisme aussi longtemps que, d'une façon générale, il existera dans le monde : le pouls ne cesse de battre que chez le mort. Mais, suivant le caractère du pouls, en connexion avec les autres symptômes, le médecin peut déterminer si l'organisme qu'il a devant lui est fort ou faible, sain ou malade - je ne parle pas bien entendu des médecins de l'école de Monmousseau.

Or, Vassart essaie de prouver l'inéluctabilité et la proximité de la révolution en se basant sur le fait que, d'une façon générale, les crises et les périodes d'essor se succèdent... tous les quatorze ans.

Vassart aurait facilement évité ces erreurs grossières s'il avait étudié ne fût-ce que le rapport et les débats consacrés par le 3^e congrès de l'Internationale communiste à cette question. Mais, hélas ! les documents essentiels des quatre premiers congrès tenus à l'époque où, dans l'Internationale communiste militait une véritable pensée marxiste, constituent à l'heure actuelle une littérature interdite⁵. Pour la nouvelle génération des chefs, l'histoire de la pensée marxiste commence au 5^e congrès, voire tout particulièrement à la 10^e session du comité exécutif de l'Internationale communiste⁶. La destruction systématique de la tradition théorique représente un des principaux crimes de l'appareil bureaucratique aveugle et borné.

La conjoncture économique et la radicalisation des masses.

Si Vassart ignore le mécanisme des cycles industriels et ne comprend pas l'interdépendance qu'il y a entre les crises de conjoncture et la crise révolutionnaire de l'ensemble du système capitaliste, l'interdépendance dialectique qui existe entre la conjoncture économique et la lutte de classe ouvrière ne lui est pas moins étrangère. Vassart se représente cette dépendance d'une manière tout aussi mécanique que son adversaire Chambelland, bien que tous les deux aboutissent à des conclusions diamétralement opposées et du reste également erronées.

Chambelland déclare : « La radicalisation des masses, c'est, en quelque sorte un baromètre qui permet d'apprécier l'état du capitalisme d'un pays. Si le capitalisme se trouve à son déclin, les masses sont forcément radicalisées. » (p. 23.) Chambelland en tire cette conclusion que du moment que les grèves n'englobent que la périphérie des ouvriers et que la métallurgie et l'industrie des produits chimiques sont peu touchées, c'est que le capitalisme n'est pas encore à son déclin et qu'il a encore devant lui quarante ans de développement.

Que répond à cela Vassart ? « Il (Chambelland) ne voit pas mieux la radicalisation parce qu'il ne voit pas non plus les nouvelles méthodes d'exploitation. » Vassart ressasse sur tous les tons l'idée que si l'on admet l'aggravation de l'exploitation et si l'on comprend que cette aggravation va encore se développer, il y a là « quelque chose qui oblige à répondre par l'affirmative à la question de la radicalisation des masses. » (p. 31.)

Quand on lit cette polémique, on a comme l'impression de deux hommes qui chercheraient à s'attraper l'un l'autre les yeux bandés.

Il est faux qu'une crise, toujours et dans n'importe quelles conditions, radicalise les masses. Exemple : l'Italie, l'Espagne, les Balkans, etc. Il est faux que le radicalisme de la classe ouvrière corresponde immanquablement à une période de déclin du capitalisme. Exemple : le chartisme en Angleterre, etc.⁷ Chambelland et Vassart, au nom de schémas inanimés, méconnaissent autant l'un que l'autre l'histoire vivante du mouvement ouvrier. Également fausse est la conclusion de Chambelland : car il n'est pas possible de tirer la négation de la radicalisation qui commence du fait que les grèves n'ont pas encore englobé la masse principale des ouvriers français ; en revanche, on peut et on doit en tirer une appréciation concrète de l'ampleur, de la profondeur et de l'intensité de cette radicalisation. Visiblement, Chambelland n'entend croire à celle-ci qu'une fois qu'elle aura englobé l'ensemble de la classe ouvrière. Or, la classe ouvrière n'a pas besoin de ce genre de chefs qui veulent être défrayés de tout. Il faut savoir distinguer les premiers symptômes, qui ne s'étendent, pour le moment, qu'à la sphère économique, adapter sa tactique à ces symptômes, et suivre attentivement l'évolution du processus. En même temps, on ne doit pas perdre un instant de vue le caractère général de notre époque, qui a déjà montré plus d'une fois et montrera encore, qu'entre les premiers symptômes d'animation et l'élan impétueux qui crée une situation révolutionnaire, il faut non pas quarante ans, mais peut-être cinq fois ou même dix fois moins.

Vassart ne s'en tire pas mieux. Il établit tout simplement un parallélisme mécanique entre l'exploitation et la radicalisation. Comment peut-on nier la radicalisation des masses, s'écrie Vassart, indigné, si l'exploitation augmente de jour en jour ? C'est de la métaphysique enfantine, toute inspirée de Boukharine. La radicalisation, il faut la démontrer, non par des déductions, mais par des faits. L'argument de Vassart peut sans peine être retourné ; il suffit de poser cette question : Comment les capitalistes pourraient-ils augmenter de jour en jour l'exploitation s'il y, avait réellement radicalisation ? C'est précisément le manque de combativité des masses qui permet d'aggraver l'exploitation. Certes, un tel raisonnement, non accompagné de réserves, serait lui aussi unilatéral, mais il serait tout de même plus près de la réalité que l'échafaudage de Vassart.

Le malheur est que l'accroissement de l'exploitation n'entraîne pas en toutes circonstances une plus grande combativité du prolétariat. Ainsi, dans une conjoncture *déclinante*, dans une période de développement de chômage, tout particulièrement après des batailles perdues, l'accroissement de l'exploitation engendre non pas la radicalisation des masses, mais au contraire

⁵ Seule l'opposition de gauche fera réimprimer, à la Librairie du Travail, les textes des résolutions et adresses des quatre premiers congrès de l'I.C.

⁶ Le 5^e congrès de l'Internationale communiste, tenu à Moscou du 17 juin au 8 juillet 1924, marque le début, sur une grande échelle, du mouvement de « bolchevisation » de l'Internationale sous la houlette de Zinoviev, c'est-à-dire l'élimination de toute velléité d'opposition et surtout du « trotskyisme ». Le 10^e plénum (en juillet 1929), marque le tournant décisif vers la troisième période.

⁷ Le mouvement chartiste, dans le deuxième quart du XIX^e siècle, fut en réalité le premier mouvement ouvrier révolutionnaire de masse de l'époque contemporaine et l'expérience chartiste, par l'intermédiaire d'Engels, exerça sur la pensée de Marx une incontestable influence : il coïncida précisément avec la période de montée foudroyante du capitalisme en Grande-Bretagne.

l'abattement, la débandade, et la désagrégation. C'est par exemple ce que nous avons vu chez les mineurs anglais, au lendemain de la grève de 1926. C'est ce que nous avons vu sur une plus large échelle encore en Russie, quand la crise industrielle de 1907 vint s'ajouter à l'écrasement de la révolution de 1905. Si, ces deux dernières années, l'accroissement de l'exploitation a abouti en France à un certain développement du mouvement de grèves, c'est qu'un terrain propice a été créé, par l'essor de la conjoncture économique et non par son déclin.

Les faux révolutionnaires craignent le processus économique.

Les opportunistes « ultra-gauches » qui dirigent l'Internationale communiste craignent une période d'essor comme une « contre-révolution » économique. Leur radicalisme s'appuie sur un frêle pivot. Une progression ultérieure de la conjoncture industrielle porterait au premier chef un coup mortel à la théorie stupide de la « troisième et dernière période ». Ces gens tirent les perspectives révolutionnaires non du processus réel des contradictions, mais de schémas faux. Et de là découlent leurs fatales erreurs de tactique.

Il peut paraître incroyable qu'au congrès des syndicats unitaires de France les orateurs officiels aient eu principalement à cœur de représenter sous le jour le plus lamentable la situation du capitalisme français. En même temps qu'ils exagéraient d'une manière criarde l'ampleur actuelle du mouvement de grèves, les staliniens français donnaient une caractéristique de l'économie française qui enlève tout espoir à la lutte de grève corporative à l'avenir. Vassart était du nombre. C'est d'ailleurs parce que, avec Monmousseau, il identifie la crise du capitalisme à une crise de conjoncture et considère, cette fois avec Chambelland, qu'un essor de conjoncture peut renvoyer la révolution à des années lointaines, que Vassart a une crainte superstitieuse d'un essor industriel. Aux pages 21-24 de sa brochure, il démontre que la reprise industrielle actuelle de la France est « factice » et « momentanée » (p. 24). Au comité national de décembre, Richetta décrivait l'industrie textile française comme déjà en état de crise. S'il en est ainsi, c'est donc que le mouvement de grèves, qui constitue pour le moment l'unique manifestation de la radicalisation, n'a pas de base économique, ou qu'il la perdra bientôt. A tout le moins, en anticipant, Vassart et Richetta fournissent aux représentants du capitalisme des arguments d'un prix inestimable contre les concessions économiques aux ouvriers et, ce qui est plus important encore, donnent des arguments décisifs aux réformistes contre les grèves économiques, car on doit bien comprendre qu'en aucun cas la perspective de *batailles économiques* grandissantes ne saurait découler d'une perspective de crise chronique.

Est-il possible que ces syndicalistes de malheur ne suivent pas la presse économique ? Ils diront, sans doute, que les journaux du capital font à dessein étalage d'optimisme. Mais on comprend bien qu'il ne s'agit pas, dans notre esprit, des articles leaders. De jour en jour, de mois en mois, la presse publie les cours de la Bourse, les balances des banques, des établissements industriels et commerciaux, des chemins de fer. A ce sujet, quelques chiffres ont déjà été donnés dans le n° 12 de *la Vérité*⁸. Des chiffres plus récents ne font que confirmer la tendance ascendante de l'économie française. Le dernier supplément économique du Temps (9 janvier) qui m'est parvenu donne, par exemple, le rapport lu à l'assemblée générale des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est. Nous ignorons ce que pense M. Cuvelette de la philosophie de la « troisième période » et nous avouons ne pas nous y intéresser beaucoup. Mais en revanche, ce monsieur sait très bien calculer les bénéfiques et répartir les dividendes. Cuvelette fait ainsi le bilan du dernier exercice : « La situation du marché intérieur a été particulièrement satisfaisante. » Cette formule n'a rien de commun avec un optimisme platonique, car elle est appuyée par 40 francs de dividende par action au lieu de 25 francs l'an dernier. Nous posons la question : Ce fait a-t-il ou n'a-t-il pas d'importance pour la lutte économique des ouvriers de la métallurgie ? Il semblerait que ça en ait. Mais, hélas ! derrière Cuvelette, nous apercevons la figure de Vassart ou de Brécot, ou bien de Monmousseau lui-même, et nous les entendons dire : « Ne croyez pas les paroles de cet optimiste capitaliste qui ignore que nous sommes enfoncés jusqu'aux oreilles dans la troisième période ! » N'est-il pas clair que, si l'ouvrier commet la faute de croire Monmousseau dans cette question plutôt que Cuvelette, il devra en venir à cette conclusion qu'il manque de base solide pour mener une lutte économique victorieuse, à plus forte raison une lutte offensive ?

L'école de Monmousseau - si l'on peut qualifier d'école un établissement où les gens se déshabituent de penser, de lire et d'écrire - a peur d'un essor économique. Néanmoins, il faut dire tout net que, pour la classe ouvrière française qui, à deux reprises au moins, a renouvelé sa composition sociale : pendant la guerre et après la guerre, qui, de la sorte, a incorporé dans ses rangs d'immenses quantités de jeunes, de femmes, d'étrangers, et qui est encore loin d'avoir fondu cette substance humaine dans sa cuve⁹, pour la classe ouvrière française, l'évolution ultérieure de l'essor industriel créerait une école incomparable, cimenterait ses rangs, montrerait à ses couches les plus arriérées leur importance et leur rôle dans le mécanisme capitaliste et, en conséquence, porterait à un plus haut niveau la conscience que la classe ouvrière a d'elle-même. Deux ou trois ans, voire une année de lutte économique large et victorieuse transfigureraient le prolétariat. Et, après une juste utilisation de l'essor économique, la crise de conjoncture peut donner une sérieuse impulsion à une réelle radicalisation politique des masses.

En même temps, on ne doit pas oublier que les guerres et les révolutions de notre époque découlent, non des crises de conjoncture, mais d'un antagonisme parvenu à une extrême acuité entre le développement des forces productives d'une part, la propriété bourgeoise et l'Etat national d'autre part. La guerre impérialiste et la révolution d'Octobre sont déjà arrivées à montrer l'intensité de ces antagonismes. Le rôle nouveau de l'Amérique les a encore aggravés. Or, plus le développement des forces productives dans tel ou tel pays, ou dans plusieurs pays, prendra d'importance, plus tôt le nouvel essor s'enfermera dans les contradictions fondamentales de l'économie mondiale et plus violente sera la réaction économique, politique, intérieure et extérieure. Un important essor industriel serait, dans tous les cas, non pas un inconvénient, mais un immense avantage pour le communisme français en donnant un puissant tremplin de grèves à l'offensive politique. Conclusion : les situations révolutionnaires ne manqueront pas. En revanche, ce qui fera peut-être défaut, c'est l'aptitude à les exploiter.

Peut-on considérer comme certain un prochain développement ascendant de la conjoncture économique française ? Nous ne voulons pas l'affirmer. Diverses éventualités sont possibles. De toute façon, ceci ne dépend pas de nous. Mais ce qui dépend de

⁸ On ne peut que se féliciter de voir *la Vérité* donner dans ses colonnes une revue économique mensuelle. Le premier article (n° 12) est une démonstration magnifique de la nécessité pour tout communiste d'avoir une orientation économique, aussi bien dans le travail de parti que dans le travail syndical. Les oppositionnels doivent précisément appuyer sur ce côté des choses en opposant une perspective vraiment révolutionnaire, fondée sur l'analyse marxiste des faits et des chiffres, non seulement aux clapotages vides des Cachin et des Monmousseau, mais aussi à la prose politique de certains personnages de salon qui se sont inscrits par erreur dans les rangs de l'opposition de gauche. (*Note de Trotsky.*)

⁹ Remarque capitale : mais cet aspect de l'histoire contemporaine de la France n'a pas encore été étudié à ce jour.

nous et ce que nous sommes tenus de faire, c'est de ne pas fermer les yeux sur les faits, au nom de misérables schémas, mais de prendre l'évolution économique telle qu'elle est et de déterminer une tactique syndicale fondée sur des faits réels.

Nous parlons en l'espèce de tactique, que nous séparons de la stratégie, laquelle, bien entendu, est déterminée non par les variations de conjoncture, mais par les tendances fondamentales de l'évolution. Si la tactique est subordonnée à la stratégie, d'un autre côté la stratégie ne se réalise que par la tactique. Dans l'Internationale communiste comme dans l'Internationale syndicale rouge, la tactique réside dans le zigzag du moment, et la stratégie dans la somme mécanique des zigzags. Voilà pourquoi l'avant-garde prolétarienne subit défaites sur défaites.

Quels sont les indices de la radicalisation des masses ? Déclin du P.C. et de la C.G.T.U.

27 décembre 1929

Nous n'avons retenu que la première partie du troisième chapitre de la brochure parue dans *la Vérité* du 7 février 1930, la seule qui concerne la France.

La question de la radicalisation des masses ne se limite pas au seul mouvement de grèves. Où en est la lutte politique ? Et tout d'abord : où en sont les effectifs et l'influence du parti communiste ?

Il est remarquable qu'en parlant de radicalisation les chefs officiels ignorent avec une effarante légèreté la question de leur propre parti. Cependant le fait est qu'à partir de 1925 les effectifs du parti ont décliné d'année en année ; en 1925, ils étaient de 83 000 membres ; en 1926, de 65 000 ; en 1927, de 56 000 ; en 1928, de 52 000 ; en 1929, de 35 000. Nous nous servons, pour les années passées, des chiffres officiels donnés par le secrétaire de l'Internationale Piatnitski, pour 1929 des chiffres donnés par Sémard. Quoi qu'on puisse penser de ces chiffres, certainement très exagérés, il n'en reste pas moins vrai qu'ils tracent, dans leur ensemble, avec une absolue netteté, la courbe du *déclin* du parti : en cinq ans, les effectifs sont tombés de plus de moitié.

On dira que la qualité vaut mieux que la quantité et que maintenant il ne reste plus dans le parti que des communistes absolument sûrs. Admettons-le. Mais la question n'est nullement là. Le processus de radicalisation des masses ne peut en aucune façon se traduire par l'isolement des éléments de cadres, mais au contraire par un afflux dans le parti d'éléments sûrs et mi-sûrs et par la conversion de ceux-ci en éléments sûrs. On ne peut concilier la radicalisation politique des masses avec la diminution systématique des effectifs du parti que si l'on considère, dans la vie de la classe ouvrière, le parti comme la cinquième roue d'une charrette. Les faits sont plus forts que les mots : non seulement au cours des années 1925-1927, quand la vague de grèves reflua, mais même au cours des deux dernières années, lorsque le nombre de grèves commença à augmenter, nous constatons un déclin persistant de l'effectif du parti.

Là-dessus, les honorables Pangloss du communisme officiel nous interrompent pour nous signaler la « disproportion » qui existe entre les effectifs du parti et son influence. Telle est aujourd'hui, d'une manière générale, la formule de l'Internationale communiste imaginée par de rusés compères à l'usage des nigauds. Cependant, cette formule canonique, non seulement n'explique rien, mais dans un certain sens, aggrave même les choses. L'expérience du mouvement ouvrier atteste que la différence entre le rayon d'organisation et le rayon d'influence du parti - toutes conditions égales - est d'autant plus grande que le caractère dudit parti est moins révolutionnaire et plus « parlementaire ». L'opportunisme s'appuie beaucoup plus facilement que le marxisme sur des masses dispersées. On s'en rend compte, notamment, par la simple comparaison du parti socialiste et du parti communiste¹⁰. L'accroissement systématique de la « disproportion », parallèlement à la décroissance du nombre des communistes organisés, ne pourrait, par conséquent, rien signifier d'autre que ceci : que le parti communiste français, de parti révolutionnaire, se transforme en parti parlementaire et municipal. Que, *dans une certaine mesure*, ce processus ait existé au cours de ces dernières années, c'est ce qu'attestent, de façon indiscutable, les récents scandales « municipaux », auxquels il est à craindre que ne succèdent, encore cette fois, les scandales « parlementaires »¹¹. Néanmoins, la différence entre le parti communiste tel qu'il est actuellement et l'agence socialiste de la bourgeoisie reste considérable. Les Pangloss de la direction dénigrent le parti communiste français quand ils pérorent sur on ne sait quelle gigantesque disproportion entre les effectifs de celui-ci et son influence. On n'a pas de peine à démontrer que l'influence politique du communisme, s'est hélas ! bien faiblement développée en ces cinq dernières années.

Le parlementarisme dans le parti français.

Pour les marxistes, ce n'est pas un secret que les élections parlementaires et municipales reflètent, en les défigurant à l'extrême, et toujours au préjudice des tendances révolutionnaires, les véritables sentiments des masses opprimées. Néanmoins, la dynamique de l'évolution politique a également son reflet dans les élections parlementaires : c'est une des raisons pour lesquelles nous, marxistes, prenons une part active à la lutte parlementaire et municipale. Mais que disent les chiffres de la statistique électorale ?

Aux élections législatives de 1924, le parti communiste réunit 875 000 suffrages, un peu moins de 10 % de tous les suffrages exprimés. Aux élections de 1928, le parti a obtenu un peu plus d'un million de voix (1 064 000), ce qui représente 11,3 % de l'ensemble des votants. Ainsi, en quatre années, le poids spécifique du parti dans le corps électoral du pays s'est accru de 1,3 %. Si le processus se poursuivait dans l'avenir à ce rythme, la perspective de Chambelland sur les trente à quarante ans de paix sociale pourrait bien s'avérer trop... révolutionnaire.

¹⁰ A la veille des élections législatives de 1924, le bureau du comité exécutif de l'I. C., dans un manifeste spécial adressé au parti communiste français, traitait le parti socialiste de parti « inexistant ». Le manifeste était dû à ce voltigeur de Losovsky. C'est en vain que je protestai, dans une lettre adressée au bureau, contre cette légèreté d'appréciation, en même temps que j'expliquai qu'un parti réformiste parlementaire peut garder une très grande influence avec une organisation, voire une presse faible. Cela fut mis au compte de mon « pessimisme ». Le résultat des élections de 1924 de même que l'évolution ultérieure ne tardèrent pas, bien entendu, à jeter bas cette fois encore l'optimiste légèreté de Zinoviev-Losovsky. (Note de Trotsky.)

¹¹ En novembre 1929, six conseillers municipaux de Paris furent exclus du parti, parmi lesquels Louis Sellier, ancien secrétaire général du P. C. Ils devaient constituer en décembre un *parti ouvrier et paysan* puis rejoindre des éléments ayant rompu précédemment au sein du *parti d'unité prolétarienne*. Les exclus avaient cherché la rupture au lendemain de la « journée du 1^{er} août ».

Le parti socialiste qui, dès 1924, était « inexistant » (Zinoviev-Losovsky *dixit*), recueillit, en 1928, presque 1 million 700 000 suffrages, plus de 18 % du total des voix exprimées, soit largement une fois et demie les voix communistes.

Les résultats des élections municipales modifient peu ce tableau général. Dans certains centres industriels (Paris, le Nord), un déplacement de voix socialistes au profit des communistes s'est incontestablement produit. Ainsi, à Paris, le poids spécifique des voix communistes s'est accru en quatre années (1925-1929) de 18,9 % à 21,8 %, soit de 3 % alors que la part des voix socialistes tombait de 22,4 % à 18,1 soit de 4 %. La valeur symptomatique de ce genre de faits est indubitable ; mais pour le moment, ils gardent un caractère local et, surtout, ils sont fortement compromis par le « municipalisme » antirévolutionnaire dont Louis Sellier et ses pareils petits-bourgeois sont la vivante incarnation. D'une façon générale, on peut dire que les élections qui ont eu lieu un an après les élections législatives n'ont pas apporté de modifications sensibles aux résultats de ces dernières.

Les autres indices de la vie politique se retournent également en plein contre les affirmations, pour le moins prématurées, d'une prétendue radicalisation des masses au cours de ces deux dernières années. Le tirage de *l'Humanité*, autant que nous sachions, n'a nullement augmenté dans ce laps de temps. La souscription en faveur de *l'Humanité* est à coup sûr une réalité consolante. Mais cette souscription eût été tout aussi possible un an, deux ans, trois ans plus tôt, si la réaction avait attaqué démonstrativement le journal.

Le 1^{er} août¹² il ne faut pas l'oublier un instant -, le parti n'a pas été capable de mobiliser non seulement la partie du prolétariat qui a voté pour lui, mais même tous les ouvriers syndiqués. A Paris, d'après les calculs certainement exagérés de *l'Humanité*, environ 50 000 ouvriers, soit moins de la moitié des syndiqués, ont pris part à la manifestation. En province, la situation a été incomparablement pire. Remarquons en passant que c'est là la preuve que le « rôle dirigeant » du bureau politique parmi les fonctionnaires unitaires ne signifie pas encore que le parti exerce un rôle dirigeant parmi les ouvriers syndiqués. Or, ces derniers ne représentent qu'une petite parcelle de la classe. Si l'élan révolutionnaire est vraiment un fait aussi indiscutable, que vaut alors la direction du parti qui, au moment aigu du conflit sino-soviétique, n'a pas même pu entraîner dans une manifestation antimilitariste le quart (disons plus exactement le dixième) de ses électeurs dans le pays ? Personne ne réclame l'impossible à la direction du parti communiste. On ne peut prendre la classe de force. Mais ce qui a donné à la manifestation du 1^{er} août un caractère de fiasco évident, c'est la phénoménale « disproportion » entre les cris de victoire de la direction et l'échec réel des masses.

Enfin, de tous les symptômes de l'affaiblissement des positions communistes, le plus inquiétant est peut-être la décadence des organisations de jeunesse. La radicalisation des masses commence toujours par les jeunes et la radicalisation des jeunes signifie toujours le renforcement de l'aile la plus combative et la plus décidée, c'est-à-dire les Jeunesses Communistes.

Le déclin de la C. G. T. U.

Quant à l'organisation syndicale, à en juger par les chiffres officiels, elle a suivi, avec un an de retard, le déclin du parti. En 1926, la Confédération unitaire comptait 475 000 membres ; en 1927, 452 000 ; en 1928, 375 000. La perte de 100 000 membres par les syndicats, alors que le mouvement de grèves se développait dans le pays, constitue la preuve irrécusable que la C.G.T.U. ne reflète pas les processus fondamentaux qui s'opèrent dans le domaine de la lutte corporative-économique des masses, mais que, ombre agrandie du parti, elle ne fait que suivre le déclin de celui-ci.

Les données que nous citons dans le présent exposé confirment avec force les déductions que, d'avance, nous avons tirées dans notre premier article de l'analyse des chiffres du mouvement de grèves. Rappelons-les encore une fois. Les années 1919-1920 ont été les années culminantes de la lutte prolétarienne en France. Après quoi commença le reflux qui, dans le domaine économique, à six ans de distance, fut remplacé par un nouveau flux pour le moment encore très lent ; quant au domaine politique, le reflux ou la stagnation continue, du moins dans la masse principale du prolétariat, encore aujourd'hui. Un réveil d'activité de certaines couches du prolétariat dans le domaine de la lutte économique n'est pas niable. Mais ce processus ne fait encore que passer par un premier stade, au point que dans la lutte sont entraînées surtout les entreprises de *l'industrie légère*, avec une prépondérance d'ouvriers *inorganisés* sur les organisés et un poids spécifique important d'ouvriers étrangers.

L'essor de la conjoncture économique, parallèlement à un renchérissement du coût de la vie, a servi d'impulsion à la lutte gréviste.

D'une façon générale, les premiers stades du renforcement de la lutte corporative ne sont pas, d'ordinaire, accompagnés d'un mouvement d'essor révolutionnaire. Il n'en va pas autrement aujourd'hui.

Au contraire, l'essor économique peut même pendant un certain temps atténuer les intérêts politiques des ouvriers, tout au moins de quelques-unes de leurs couches.

Si, par ailleurs, on prend en considération le fait que l'industrie française passe depuis déjà deux ans par une phase d'essor ; qu'il n'est pas question de chômage dans ses branches essentielles ; et que, dans certaines branches, on observe même un manque aigu de main-d'œuvre il n'est pas difficile d'en inférer que, dans ces conditions exceptionnellement propices à la lutte syndicale, l'ampleur actuelle du mouvement de grèves doit être considérée comme très modérée. Les indices essentiels de cette modération sont : la dépression qui subsiste dans les masses de la période passée et la lenteur de l'essor industriel lui-même.

¹² Le parti communiste avait appelé pour la journée du 1^{er} août 1929 à la « conquête de la rue ». Il essuya un cuisant échec : la bourgeoisie avait mobilisé des forces considérables. L'affaire eut d'importantes conséquences dans la C.G.T.U., où des syndicats entiers avaient refusé d'appeler à cette grève-suicide. Le P.C. eut à subir des persécutions policières avant et après la journée du 1^{er} août, et nombre de ses dirigeants, arrêtés ou en fuite, durent se tenir plus ou moins à l'écart pendant quelque temps.